Le Conseil,

Vu le rapport du 2 octobre 1997, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Dans le cadre de la politique de requalification des espaces publics de l'agglomération lyonnaise, l'aménagement des places Jaboulay et Joffre à Saint Genis Laval figure dans la liste des opérations programmées cette année.

Par délibération du 31 octobre 1996, vous avez confié la maîtrise d'oeuvre de ce projet à L'Atelier Ruelle, à la suite de l'avis émis par le jury du concours.

Le projet concerne une surface d'environ 8 000 mètres carrés.

D'un simple parc de stationnement, le centre-ville actuel deviendrait un véritable lieu de vie. Le traitement homogène des deux places conférerait un nouveau visage et une nouvelle image à la ville mais aussi permettrait de nouvelles fonctions pour une meilleure qualité de vie citadine et un centre plus convivial.

Les deux places actuelles seraient unifiées grâce à l'utilisation de matériaux, d'éclairage et de mobilier urbain communs. Elles deviendraient une grande place avec une partie haute et une partie basse reliées par deux cours plantés de micocouliers le long de l'avenue Clémenceau.

Ouverte et dépourvue d'obstacle, la place Jaboulay serait l'espace d'accueil du marché et d'autres manifestations (fêtes, foires, expositions...). De chaque côté de l'avenue Clémenceau, un mail en pierre naturelle planté d'arbres offrirait aux piétons un environnement agréable pour circuler le long de l'avenue et se reposer sur les bancs qui ponctuent les deux cours. La place Joffre deviendrait un jardin fermé sur la rue du 11 Novembre par un talus planté de lavandes, d'une haie de persistants vert foncé et d'une rangée de tilleuls en plateau d'ombrage.

L'enveloppe allouée à l'opération est estimée à ce jour à 12 000 000 F TTC.

Afin d'obtenir une réalisation harmonieuse du projet, il a été convenu, conformément à l'article L 5215-27 -2° alinéa- du code général des collectivités territoriales, que la commune de Saint Genis Laval confierait à la communauté urbaine de Lyon la réalisation des équipements qui, dans le cadre de cette opération, relèverait normalement de ses attributions.

En contrepartie, la commune de Saint Genis Laval participerait au financement à la hauteur de 4 800 000 F.

Compte tenu de l'avis favorable émis par monsieur le vice-président chargé des marchés publics, le 15 septembre 1997, les travaux seraient dévolus par voie d'appel d'offres ouvert et par lots séparés.

L'opération serait décomposée en six lots séparés :

- lot n° 1 : voirie,
- lot n° 2 : assainissement,
- lot n° 3 : réseaux électriques,
- lot n° 4 : fontainerie,
- lot n° 5 : espaces verts,
- lot n° 6 : serrurerie ;

B - Propose d'approuver le projet présenté, de l'autoriser à signer tout document relatif à cette opération, notamment les marchés de travaux ainsi que tout document contractuel y afférent et la convention de transfert de compétences et de participation financière à passer avec la commune de Saint Genis Laval, enfin de fixer le mode de dévolution des marchés de travaux ainsi que l'imputation de la dépense et l'inscription de la recette ;

C - Précise que les offres seront examinées et jugées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Vu le présent dossier ;

Vu sa délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 et celle en date du 31 octobre 1996 ;

Vu l'avis émis par le jury de concours ;

Vu l'article L 5215 27 -2° alinéa- du code général des collectivités territoriales ;

Oùï l'avis de ses commissions urbanisme, habitat et développement social et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Approuve le projet présenté.

2° - Accepte la procédure d'appel d'offres ouvert pour la dévolution des marchés de travaux et les offres retenues pour valoir actes d'engagement.

3° - Autorise monsieur le président à signer tout document relatif à cette opération, notamment :

a) - les marchés de travaux ainsi que tout document contractuel y afférent,

b) - la convention de transfert de compétences et de participation financière à passer avec la commune de Saint Genis Laval.

4° - Décide que les offres seront examinées et jugées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995.

5° - La dépense à engager pour cette opération, d'un montant de 12 000 000 F TTC, sera prélevée sur les crédits inscrits au budget primitif de la Communauté urbaine - exercice 1997 - et ceux restant à ouvrir au budget primitif de la Communauté urbaine pour le compte du service espace public - exercice 1998 - comme suit :

- 7 200 000 F au compte 231 510 - fonction 64 - opération 0155,

- 4 800 000 F au compte 458 100 - fonction 64 - opération 0155.

6° - La recette de 4 800 000 F à percevoir de la commune de Saint Genis Laval, sera versée sur les crédits à inscrire au budget primitif de la Communauté urbaine pour le compte du service espace public - exercices 1998 et suivants - compte 458 200 - fonction 64 - opération 0155.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,